

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail



**DISCOURS
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT**

PROFESSEUR FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA

A L'OCCASION

**DE LA 77^{EME} SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

NEW-YORK, 20 SEPTEMBRE 2022

- Monsieur le Président,
- Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,

- Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
- Distingués Chefs de Délégations,
- Mesdames et Messieurs,

En prenant la parole au nom de la République Centrafricaine, à la 77^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, je tiens d'abord à féliciter Monsieur **Csaba Kőrösi**, pour sa brillante élection à la présidence de notre Session.

Votre parfaite connaissance de la scène internationale, ainsi que vos grandes qualités personnelles sont un atout et un gage du succès de nos travaux et constituent indiscutablement un motif de fierté pour la Hongrie, votre beau pays.

Je voudrais également saluer l'excellente qualité du travail abattu et les résultats obtenus par Monsieur **ABDULLA SHAHID**, au cours de la 76^{ème} Session.

Je réitère ma gratitude à l'endroit de Monsieur **Antonio GUTERRES**, Secrétaire Général de l'ONU, pour son engagement soutenu en faveur de la paix et de la sécurité internationale et les appuis constants des Nations Unies en faveur de mon pays.

Permettez-moi de rendre un vibrant hommage à **Sa Majesté Elisabeth II**, Reine du Royaume Uni et du Commonwealth, véritable icône de la paix, qui a su, durant les sept décennies de son règne, entretenir d'excellentes relations d'amitié et de coopération entre le Royaume Uni et les pays du Commonwealth et l'Afrique, et particulièrement avec la République Centrafricaine.

Monsieur le Président,

La 77^{ème} Session de notre Assemblée, convoquée autour du thème principal: « **Une nouvelle ère: des solutions porteuses de changement pour relever les défis interdépendants** », nous offre l'occasion solennelle de nourrir la réflexion sur des défis partagés qui constituent des motifs sérieux d'inquiétude pour l'avenir de l'humanité.

Plus que jamais, la question de la sécurité, de la paix, de l'environnement, de la santé entre dans une phase qui nous est critique.

Cependant, les signaux d'alerte sont méprisés au profit des intérêts économiques, géopolitiques et géostratégiques.

Monsieur le Président,

Le rôle des Nations Unies n'est-il pas de transformer le monde, de le rendre plus juste et plus sûr et de garantir la dignité de chacun de nous, quel que soit le contexte mondial?

En effet, les nombreux foyers de tensions et de crises dans le monde interpellent notre conscience collective et nous renseignent par ailleurs que notre Organisation est le produit d'une ère révolue.

C'est pourquoi, la République Centrafricaine réitère son soutien à la position commune de l'Union Africaine qui appelle à la réforme profonde de l'ONU et à l'élargissement des sièges des membres du Conseil de Sécurité pour une participation plus juste et plus représentative de tous les continents.

Monsieur le Président,

La protection de **l'environnement**, c'est-à-dire de notre cadre de vie, est l'un des défis interdépendants que nous devons absolument relever.

Il est temps que les plus grands pollueurs honorent leurs engagements, notamment la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de la solidarité internationale pour la justice climatique à l'égard des populations les plus vulnérables.

Monseigneur le Président,

Le COVID-19 nous a enseigné que la sécurité sanitaire mondiale est un impératif pour toutes les nations, sans exclusive.

Mon pays se réjouit du changement de paradigme qui s'opère dans le secteur de la santé et de l'élan de solidarité sans précédent qui l'accompagne, notamment l'accès aux vaccins contre la poliomyélite, le COVID-19 et bientôt le vaccin contre le paludisme.

C'est donc avec fierté que mon pays a accédé au statut de pays libre de la poliomyélite et vacciné 50% de la cible nationale contre le Covid-19.

Je salue et encourage l'initiative de Santé et de Préparation aux urgences, mise en œuvre par l'Organisation Mondiale de la Santé.

La République Centrafricaine est fière d'en être l'instigatrice et le premier pays pilote avec des retombées tangibles sur l'amélioration de sa capacité à gérer des épidémies.

Monseigneur le Président ;

La République Centrafricaine a vu son élan vers le développement ralenti ces dernières années par de graves crises sécuritaire et sanitaire, exacerbées par le déficit persistant d'appuis financiers de la part de la communauté internationale, entraînant notamment, la perturbation des productions agricoles, forestières et minières.

Dans sa situation d'Etat fragile confronté à l'insécurité alimentaire et à un déficit criard de ressources matérielles et humaines, la République Centrafricaine continue de consentir d'énormes sacrifices afin d'améliorer sa gestion macroéconomique et sa gouvernance fiscale.

Ainsi, avec l'appui des partenaires, mon pays a su mettre en place des réformes ambitieuses permettant de renforcer la mobilisation des recettes et l'optimisation des dépenses publiques.

Mon pays attend le rétablissement du programme de Facilité Elargie de Crédit suspendu par le FMI, afin de soutenir l'amélioration des ressources domestiques pour faire face à l'absence des appuis budgétaires des Partenaires Techniques et Financiers et la digitalisation des menues recettes.

Des pistes de solutions restent à explorer à travers des mécanismes régionaux et internationaux, dans un esprit d'interdépendance afin de relever les défis:

- du développement des infrastructures physiques (transport, énergie, eau, éducation, santé, etc.) par la mise en œuvre des programmes adaptés et la mobilisation de financement à travers le Partenariat Public-Privé ;

- de l'accès aux marchés des capitaux pour le financement des projets de développement dans le cadre du partenariat Etat/Secteur privé ;
- de développement et de la coordination des politiques commerciales et des relations économiques avec les autres régions ;
- de l'appui au système éducatif par la formation des formateurs et la création des centres de formation professionnelle ;
- de développement d'une économie résiliente capable de résister aux chocs internes et externes à travers la diversification de l'économie et l'appropriation des nouvelles technologies ;
- de développement des mécanismes de financement innovants destinés à la fois à l'Agriculture et au climat afin d'améliorer l'accès au capital financier nécessaire pour développer le secteur agro-pastoral ;
- de promotion des solutions et approches intelligentes face aux changements climatiques et adaptées au contexte national.

Monseigneur le Président,

La République Centrafricaine est le premier pays d'Afrique à adopter le Bitcoin comme monnaie de référence/paiement numérique et le premier au monde à adopter à l'unanimité le projet de loi régissant les cryptomonnaies.

Cette initiative ambitieuse et innovante présente un potentiel énorme pour repositionner l'économie, améliorer les perspectives et changer le destin des Centrafricains, en cette époque où il faut

s'ouvrir à de nouveaux horizons et à des solutions qui vont au-delà du conventionnel.

Il est établi, **Monsieur le Président**, que la République Centrafricaine contribue à la recherche des solutions porteuses de changement pour relever les défis interdépendants avec plus d'engagement et de conviction.

A cet égard, plusieurs réformes et initiatives courageuses ont été entreprises avec l'appui des partenaires internationaux en vue de renforcer l'Etat de droit et restaurer l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire.

Par ailleurs, les mesures courageuses prises par le Gouvernement, dans le cadre de la lutte contre l'impunité, la mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation du 6 février 2019 et de la Feuille de route conjointe de Luanda ainsi que les Recommandations du Dialogue républicain, ont favorisé la décrispation du climat sociopolitique national.

Fidèle à ses engagements internationaux, la République Centrafricaine a aboli la Peine de Mort le 1^{er} juin 2022, et adopté, le 31 août de la même année, une Loi relative à la lutte contre la Traite des Personnes ainsi qu'un Code de la Protection de l'Enfant.

Monsieur le Président,

C'est avec un intérêt particulier que j'ai noté la condamnation ferme par le Conseil de Sécurité dans sa dernière Résolution 2648 (2022) du 29 juillet 2022, des attaques perpétrées contre les paisibles populations civiles par les groupes armés.

Je note également avec satisfaction la position du Conseil à l'encontre des réseaux transnationaux de trafiquants qui

continuent d'approvisionner les groupes armés en armes de tous calibres.

En me félicitant des avancées significatives qui ont permis de lever substantiellement l'embargo sur les armes imposé à nos Forces de Défense et de Sécurité, je tiens à transmettre la gratitude du peuple centrafricain à tous les pays amis et frères qui soutiennent fermement notre demande de levée totale de l'embargo.

Je déplore cependant les manœuvres tendant à légitimer les groupes armés et à maintenir insidieusement l'embargo. A qui profite le crime ?

Monsieur le Président ;

La République Centrafricaine a beaucoup souffert des erreurs d'appréciation et des désinformations qui ont malheureusement trop duré.

La jeunesse centrafricaine constitue une réserve d'élites qui n'attendent que la paix et la sécurité pour développer leur pays.

Je tiens à dénoncer les campagnes de désinformation et de manipulation tendant à décrédibiliser puis à déstabiliser par la force les institutions démocratiques de la République Centrafricaine.

Ces campagnes, menées par certains médias internationaux, sur fond de néocolonialisme aux contours flous et menaçants, dont le succès tient moins à leur véracité qu'à des ficelles rhétoriques éprouvées, sont uniquement motivées par la préservation des intérêts géostratégiques et géopolitiques de certains Etats, loin des intérêts vitaux du peuple centrafricain.

La République Centrafricaine réclame de ses partenaires un rapport de confiance et de respect mutuel.

Elle est toujours disposée à coopérer avec tous les pays du monde, pourvu que ses intérêts vitaux et sa souveraineté soient respectés.

Je souhaite plein succès à nos travaux.

Vive la solidarité internationale !

Je vous remercie.